

[Text]

The meeting is adjourned.

[Translation]

La séance est levée.

## AFTERNOON SITTING

• 1604

**The Chairman:** Order, please.

I would like at this time to introduce Monique Simard, First Vice-President of the Confédération des syndicats nationaux; François Aubry; and Danielle Hébert. I do not have a list.

Mrs. Mitchell, I believe you wanted to leave early?

**Ms Mitchell:** I think the committee might want to know that the Persons Award is being made today, which is a pretty important annual event, by the Governor General. So I do have to leave shortly before 5.00 p.m., and I apologize in advance.

**The Chairman:** Okay. Right.

We will begin with a statement from the confederation, if you would like to proceed.

• 1605

**Mme Monique Simard (première vice-présidente, Confédération des syndicats nationaux):** Merci, monsieur le président. Je dois vous dire que nous aussi, nous devons quitter plus tôt, compte tenu du retard. Nous avons un engagement ailleurs dans la région.

Je vais vous faire part du mémoire de la CSN concernant ce projet de loi C-70. Je suis accompagnée de M<sup>me</sup> Danielle Hébert, responsable du Service de la condition des femmes de la CSN, et de M. François Aubry, économiste au Service de la recherche de la CSN.

C'est la deuxième fois cette année que nous avons l'occasion de faire part de nos positions au gouvernement fédéral sur la question de l'universalité des programmes sociaux et, particulièrement, de nos positions sur le régime de prestations des allocations familiales.

La CSN est fière de joindre sa voix à celle de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens qui considèrent la réforme proposée par le gouvernement fédéral aux programmes de prestations aux enfants, dont le projet de loi C-70 est un élément majeur, comme devant conduire à un affaiblissement significatif de la nature universelle des programmes de prestations destinés aux enfants et qui trouvent inacceptables les conséquences sociales et économiques de ces mesures pour les familles à revenu faible et moyen.

Notre organisation syndicale avait, avant même la publication, en janvier 1985, du document d'étude fédéral sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées, lancé un appel aux organisations populaires et syndicales du Québec en vue de former une coalition pour le maintien de l'universalité des programmes sociaux. C'était au moment où le débat public autour de cette question était alimenté allègrement par une série de déclarations contradictoires de plusieurs membres du

## SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

**Le président:** À l'ordre, s'il vous plaît.

Je vous présente maintenant M<sup>me</sup> Monique Simard, première vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux, qui est accompagnée de François Aubry et de Danielle Hébert. Je n'ai pas la liste officielle.

Madame Mitchell, je crois comprendre que vous vouliez partir plus tôt?

**Mme Mitchell:** Le Comité sera intéressé de savoir que le décernement du prix de l'affaire Persons par le Gouverneur général aura lieu aujourd'hui. C'est un événement annuel important. Par conséquent, je vais devoir m'absenter un peu avant 17 heures et je vous prie de m'en excuser.

**Le président:** D'accord.

Nous allons maintenant entendre la déclaration préliminaire de la Confédération si vous voulez bien.

**Mrs. Monique Simard (First Vice-President, Confédération des syndicats nationaux):** Thank you, Mr. Chairman. I should say at the outset that we also will have to leave early because of the delay. We are expected elsewhere in the region.

I would like to read you the CSN's brief concerning Bill C-70. With me today are Mrs. Danielle Hébert, who is in charge of the status of women with the Confederation, and Mr. François Aubry, an economist with our research branch.

This is the second time this year we have had the opportunity to make our views known to the federal government on the question of the universality of social programs and, in particular, on the family allowance benefits.

The CSN is proud to join all the Canadian men and women who consider that the federal government's proposed reform to child benefit programs, of which Bill C-70 is a major component, seriously undermines the universal nature of child benefit programs and has social and economic consequences that are totally unacceptable for low- and middle-income families.

Before the federal discussion paper on child and old age benefits was even published in January 1985, our union organization had appealed to public and union groups in Quebec to form a coalition in defence of the universality of social programs. It was at a time when the public debate surrounding this issue was fuelled by a series of contradictory statements from several members of the newly-elected Progressive Conservative government as well as by the various